



**UNION TECHNOLOGIES INFORMATIQUE GROUP
(UTIGROUP.)**

Société anonyme au capital de 1 731 747,20 euros
Siège social : 68 rue de Villiers - 92300 Levallois Perret
338 667 082 RCS Nanterre
Code APE 6202 A (721 Z) – Siret 338 667 082 00048

UTIGROUP.
ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE
(montants en milliers)

	note	30/06/2011	31/12/2010
Actif			
Actifs non courants			
Goodwill	3	15 721	15 721
Immobilisations incorporelles	4	8	1
Immobilisations corporelles	5	81	89
Immobilisations financières	6	452	438
Impôts différés actifs	16	1 834	1 858
Total des actifs non courants		18 096	18 107
Actifs courants			
Créances clients et comptes rattachés	7	960	1 537
Autres actifs courants	7	1 165	986
Trésorerie et équivalents de trésorerie	8	1 164	1 235
Total des actifs courants		3 289	3 758
Total de l'actif		21 385	21 865

	note	30/06/2011	31/12/2010
Passif			
Capital social	9	1 732	1 732
Primes	9	2 637	2 637
Réserves consolidées	9	5 053	3 214
Résultat consolidé		118	1 847
Total des capitaux propres (part Groupe)		9 540	9 430
Intérêts minoritaires		1	1
Capitaux Propres		9 541	9 431
Passifs non courants			
Provisions	10	567	579
Dettes financières à long terme	11	831	1 101
Impôts différés passif		0	0
Total des passifs non courants		1 398	1 680
Passifs courants			
Avances et acomptes reçus		0	0
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	12	1 375	1 327
Autres passifs courants	12	7 947	8 334
Dettes financières à court terme	11	1 124	1 093
Total des passifs courants		10 446	10 754
Total du passif		21 385	21 865

L'annexe fait partie intégrante des états financiers consolidés.

UTIGROUP.
ETAT DU RESULTAT GLOBAL
(montants en milliers, sauf données par action)

	note	30/06/2011	30/06/2010
Chiffre d'affaires net	14	14 431	13 785
Achats consommés		-1 962	-1 341
Autres achats et charges externes		-1 903	-1 524
Impôts et taxes		-269	-355
Charges de personnel	14	-10 027	-10 050
Dotations nettes aux amortissements et provisions	14	-9	368
Autres produits et charges opérationnelles courantes	14	145	109
Résultat opérationnel courant		406	992
Autres produits opérationnels	14	0	1 867
Autres charges opérationnelles	14		
Résultat opérationnel		406	2 859
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie		0	0
Coût de l'endettement financier brut	14	-101	-105
Coût de l'endettement financier net		-101	-105
Autres produits et charges financiers	14	36	163
Résultat avant impôts des activités ordinaires		341	2 917
Charge d'impôts sur le résultat	16	-223	-1 090
Résultat net		118	1 827
Intérêts minoritaires		0	0
Résultat net de l'exercice		118	1 827
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres (part groupe)		0	0
Résultat global total		118	1 827
Résultat net par action			
<i>Résultat net de base par action</i>	17	0,01	0,22
<i>Résultat net dilué par action</i>	17	0,01	0,22

L'annexe fait partie intégrante des états financiers consolidés.

UTIGROUP.
TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDE
(montants en milliers)

en milliers d'euros	30/06/2011	30/06/2010	31/12/2010
A - FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'ACTIVITE			
<i>Capacité d'autofinancement</i>			
Résultat net consolidé (y compris les intérêts minoritaires)	118	1 827	1 847
Dotations nettes aux amortissements et provisions (à l'exclusion de celles liées à l'actif circulant)	9	-2 040	-1 918
Charges et produits calculés liés aux stock options	0	0	0
Plus et moins value de cession	9	-5	-22
Gains et pertes latents liés aux variations de juste valeur	0	0	28
<u>Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt</u>	136	-218	-65
Coût de l'endettement financier net	101	105	215
Charge d'impôt (y compris les impôts différés)	24	1 090	1 128
<u>Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt</u>	261	977	1 278
Variation du BFR lié à l'activité (y compris dette liée aux avantages au personnel)	280	-86	280
FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'ACTIVITE	541	891	1 558
B - FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT			
Décaissements liés aux acquisitions des immobilisations corporelles et incorporelles	-39	-36	-208
Encaissements liés aux cessions des immobilisations corporelles et incorporelles	44	7	147
Encaissements liés aux cessions des immobilisations financières	0	17	17
Variation des prêts et avances consentis	0	0	0
Incidence des variation de périmètre	0	-51	21
FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT	5	-63	-23
C - FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT			
Sommes reçues des actionnaires lors de l'augmentation de capital - Versées par les minoritaires des sociétés intégrées	0	0	0
Rachats et reventes d'actions propres	-25	-135	-135
Sommes reçues des actionnaires en compte courant	0	0	0
Encaissements liés aux nouveaux emprunts	0	0	0
Remboursements d'emprunts (y compris les contrats de location financement)	-320	-262	-956
Intérêts financiers nets versés (y compris les contrats de location financement)	-101	-105	-215
Incidence de variation de périmètre	0	0	-36
Autres flux liés aux opérations de financement	0	0	0
FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT	-446	-502	-1342
D - INCIDENCE DES VARIATIONS DES COURS DES DEVICES			
FLUX NET DE TRESORERIE	100	326	193
Trésorerie au 1er Janvier	904	711	711
Flux nets de l'exercice	100	326	193
Trésorerie à fin de période	1 004	1 037	904

L'annexe fait partie intégrante des états financiers consolidés.

UTIGROUP.
TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS
(montants en milliers, sauf nombre d'actions)

en milliers d'euros	Capital	Primes d'émission	Réserves consolidées	Résultat net	Gains et pertés directement en capitaux propres	Capitaux propres (part groupe)	Intérêts minoritaires	Capitaux propres
SITUATION AU 31 DECEMBRE 2009	1 732	2 637	3 576	-227	0	7 718	1	7 719
MOUVEMENTS								
Résultat net de l'exercice				1 847		1 847		
Gains et pertés directement en capitaux propres					0	0		
Résultat global total				1 847	0	1 847		1 847
Affectation en réserves			-227	227		0		
Incidence rachat obligations			0			0		
Incidence des opérations d'éliminations des actions d'autocontrôle			-133			-133		
Variations diverses			-2			-2		
SITUATION AU 31 DECEMBRE 2010	1 732	2 637	3 214	1 847	0	9 430	1	9 431
MOUVEMENTS								
Résultat net de l'exercice				118		118		
Gains et pertés directement en capitaux propres					0	0		
Résultat global total				118	0	118		118
Affectation en réserves			1 847	-1 847		0		
Incidence rachat obligations						0		
Incidence des opérations d'éliminations des actions d'autocontrôle			-8			-8		
Variations diverses						0		
SITUATION AU 30 JUIN 2011	1 732	2 637	5 053	118	0	9 540	1	9 541

L'annexe fait partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

GENERALITES	7
Note 1 – PRESENTATION GENERALE	7
Note 2 – PRINCIPES COMPTABLES SIGNIFICATIFS	7
BILAN - ACTIF	14
Note 3 – GOODWILL	14
Note 4 – IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	15
Note 5 - IMMOBILISATIONS CORPORELLES	15
Note 6 – ACTIFS FINANCIERS NON COURANTS	16
Note 7 – CREANCES CLIENTS ET AUTRES ACTIFS COURANTS	17
Note 8 – TRESORERIE, EQUIVALENTS DE TRESORERIE.....	18
BILAN - PASSIF	19
Note 9 – CAPITAL ET PRIMES LIEES AU CAPITAL	19
Note 10 – PROVISIONS	22
Note 11 – DETTES FINANCIERES.....	23
Note 12 – AUTRES PASSIFS COURANTS ET DETTES FOURNISSEURS.....	25
Note 13 - INFORMATION SECTORIELLE	26
ETAT DU RESULTAT GLOBAL	28
Note 14 – ETAT DU RESULTAT GLOBAL	28
Note 15 - AVANTAGES AU PERSONNEL.....	30
Note 16 – IMPOTS	31
Note 17 – RESULTAT NET PAR ACTION	33
Note 18 - ENGAGEMENTS HORS BILAN	34
Note 19 – EFFECTIF MOYEN.....	35
INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES	36
Note 20 – EXPOSITION AUX RISQUES FINANCIERS	36
Note 21 – INFORMATION SUR LES PARTIES LIEES	36
Note 22 – EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLÔTURE.....	37

GENERALITES

Note 1 – PRESENTATION GENERALE

Informations relatives au Groupe

UTIGroup. S.A. est une société anonyme régie par les dispositions de la loi française. UTIGroup. S.A. est cotée sur le marché d'Euronext Paris. En date du 27 juillet 2011, le Conseil d'administration a procédé à un arrêté des comptes semestriels et a autorisé la publication des états financiers consolidés semestriels d'UTIGroup. S.A. clos le 30 juin 2011.

Nature de l'activité

Le Groupe est spécialisé dans la délégation de personnel et dans l'intégration de systèmes et assure deux grands types de prestations qui se décomposent comme suit :

La délégation de personnel et l'intégration de systèmes sont réalisées dans le cadre de contrats en régie avec la mise à disposition d'informaticiens payés au temps passé pour la réalisation d'un projet, contrats aux termes desquels les sociétés du Groupe sont tenues par une obligation de moyens.

L'Edition et la distribution de progiciel consistent à mettre à disposition des produits complets dont les sociétés du Groupe sont éditeur ou distributeur et à effectuer un certain nombre de prestations autour du produit.

Le groupe n'a pas conclu de contrats au forfait d'un montant significatif en 2011 ainsi qu'en 2010.

Note 2 – PRINCIPES COMPTABLES SIGNIFICATIFS

Bases de préparation des comptes consolidés

Du fait de sa cotation dans un pays de l'Union européenne et conformément au règlement CE n° 1606/2002 du 19 juillet 2002, les comptes consolidés d'UTIGroup. S.A. et de ses filiales sont établis suivant les normes comptables internationales : International Reporting Standards (« IFRS »), telles qu'adoptées par l'Union européenne (disponible sur Internet à l'adresse suivante : www.ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias_fr.htm#adopted-commission) à la date d'arrêté des comptes par le Conseil d'administration. Elles comprennent les normes approuvées par l'International Accounting Standards Board (« IASB ») c'est-à-dire, les IFRS, les International Accounting Standards (« IAS ») et les interprétations émises par l'International Financial Reporting Interpretation Committee (« IFRIC ») ou l'organisme qui l'a précédé le Standing Interpretation Committee (« SIC »).

Les comptes consolidés semestriels sont établis conformément à la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire ».

Au 30 juin 2011, les normes et interprétations comptables adoptées par l'Union européenne sont similaires aux normes et interprétations d'application obligatoire publiées par l'IASB. Par conséquent, les comptes du Groupe sont établis en conformité avec les normes et interprétations IFRS, telles que publiées par l'IASB.

Les comptes consolidés du Groupe sont établis en euro. Toutes les valeurs sont arrondies au millier le plus proche (K €) sauf indication contraire.

Impact des nouvelles normes comptables

Normes, amendements et interprétations en vigueur au sein de l'Union Européenne et d'application obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2011

IAS 24 révisée « Information relative aux parties liées »
IAS 32 amendement « Droits de souscription d'actions »

L'adoption de ces normes, amendements et interprétations n'a eu aucune incidence significative sur les méthodes d'évaluation retenues pour préparer les états financiers consolidés du Groupe.

Base d'évaluation des comptes consolidés

La préparation des états financiers conformément aux IFRS nécessite la prise en compte par les dirigeants d'un certain nombre d'estimations et d'hypothèses. Ces hypothèses sont déterminées sur la base de la continuité d'exploitation en fonction des informations disponibles à la date de leur établissement. A chaque clôture, ces hypothèses et estimations peuvent être révisées si les circonstances sur lesquelles elles étaient fondées ont évolué ou si de nouvelles informations sont à disposition des dirigeants. Il est possible que les résultats futurs diffèrent de ces estimations et hypothèses.

Méthodes de consolidation

Les comptes consolidés incluent en intégration globale les comptes des sociétés dans lesquelles UTIGroup. S.A. exerce un contrôle exclusif. Les états financiers des filiales sont préparés sur la même période de référence que ceux d'UTIGroup. S.A. et sur la base de méthodes comptables homogènes. Toutes les transactions et comptes réciproques entre les sociétés consolidées sont éliminés.

Le périmètre de consolidation au 30 juin 2011 est présenté ci-après :

	% contrôle	% intérêt
SA UTIGroup 68, rue de Villiers 92 532 Levallois-Perret	100,00%	100,00%
SA UTIGroup Est rue du Dépôt 13, parc de l'Europe 67 207 Niederhausbergen	99,74%	99,74%
SARL UTIGroup Luxembourg 400 route d'Esch L-1471 Luxembourg	98,00%	97,75%
SA UTIGroup Rhône-Alpes 92, cours Vitton 69 006 Lyon	99,94%	99,94%

Toutes les entités constituant le Groupe sont consolidées par intégration globale.

Conversion des comptes des filiales étrangères et opérations en devises étrangères

La monnaie fonctionnelle de toutes les entités du Groupe est l'Euro. Par conséquent, le Groupe n'est pas confronté à la problématique de la conversion des comptes de filiales étrangères.

Reconnaissance du chiffre d'affaires

Les résultats sur les travaux réalisés en régie sont pris en compte au fur et à mesure de la réalisation des travaux. Le degré d'avancement des transactions impliquant la prestation de service est déterminé selon les temps passés par les collaborateurs qui fournissent mensuellement des feuilles d'activité.

Goodwill

Le goodwill représente la différence entre le prix d'acquisition, des titres des entités consolidées et la part du Groupe dans la juste valeur de leurs actifs nets à la date des prises de participation.

Le Goodwill n'est pas amorti, conformément à IFRS 3 révisée « *Regroupement d'entreprises* ». Il fait l'objet d'un test de perte de valeur dès l'apparition d'indices de perte de valeur et au minimum une fois par an. Les modalités des tests de perte de valeur sont détaillées dans la note 3 « *Goodwill* ». En cas de perte de valeur, la dépréciation est inscrite au poste « *Autres charges opérationnelles* » de l'Etat du Résultat Global.

Immobilisations incorporelles

Elles comprennent essentiellement des licences, des brevets et des logiciels acquis. Ces immobilisations sont amorties sur le mode linéaire sur des périodes correspondant à la durée d'utilisation prévue (de 1 à 5 ans).

La dotation annuelle aux amortissements des immobilisations incorporelles est comptabilisée dans le poste « *Dotations aux amortissements* » de L'Etat du Résultat Global.

Le Groupe a pour habitude de comptabiliser directement les coûts de recherche et développement éventuels en charges. Le Groupe n'a, en effet, pas d'effectif exclusivement dédié à la recherche et au développement. Seule l'activité d'éditeur, mineure dans le Groupe, nécessite de tels investissements humains. Les éventuelles dépenses de recherche et développement sont comptabilisées en charges au 30 juin 2011.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles figurent au bilan à leur coût d'acquisition diminué des amortissements cumulés et des éventuelles pertes de valeur. L'amortissement est calculé suivant la méthode linéaire sur la base de la durée d'utilisation estimée des différentes catégories d'immobilisations :

Installations générales et agencements	5 à 10 ans
Matériel de bureau et informatique	1 à 5 ans
Mobilier et matériels divers	2 à 5 ans
Matériel de transport	2 à 5 ans

Les frais de réparation et de maintenance sont comptabilisés en charges à la réalisation de ces prestations. Quand des immobilisations sont cédées ou mises hors service, le gain ou la perte est comptabilisé en résultat opérationnel.

Tests de valorisation des immobilisations

Conformément aux dispositions de la norme IAS 36 « *dépréciation d'actifs* », la valeur des immobilisations corporelles et incorporelles fait l'objet d'un test de dépréciation lorsqu'il existe des facteurs internes ou externes montrant que l'un de ces actifs a perdu de la valeur. Lorsque de tels facteurs existent, le Groupe calcule la valeur recouvrable de l'actif ou de l'unité génératrice de trésorerie à laquelle l'actif appartient. La valeur recouvrable est déterminée comme étant la valeur la plus élevée entre la juste valeur de l'actif diminuée des coûts de la vente et sa valeur d'utilité. La valeur d'utilité de l'actif, ou de l'unité génératrice de trésorerie à laquelle l'actif appartient, si l'actif ne génère pas d'entrées de trésorerie largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres actifs, est établie selon la méthode des flux futurs de trésorerie actualisés. Si la valeur ainsi évaluée se révèle inférieure à la valeur nette comptable, le Groupe comptabilise une dépréciation égale à la différence entre la valeur nette comptable du bien et sa valeur recouvrable.

Actifs financiers

Les actifs financiers comprennent les immobilisations financières, les actifs courants représentant les créances d'exploitation, des titres de créances et la trésorerie.

Les immobilisations financières comprennent :

- des titres détenus jusqu'à l'échéance,
- des versements de dépôts,
- des versements à des organismes collecteurs au titre des prêts « aides à la construction ».

Le Groupe ne détient pas d'actifs financiers comptabilisés à la juste valeur en contrepartie du résultat, ni d'actifs disponibles à la vente.

L'ensemble des actifs financiers détenus est donc comptabilisé au coût amorti.

Conformément à la norme IAS 32, un actif financier est décomptabilisé uniquement dans le cas où le Groupe a transféré les flux de trésorerie de cet actif et perd le contrôle de l'actif ou transfère l'essentiel des risques et avantages liés à cet actif.

Les actifs décomptabilisés correspondent aux créances clients des entités du groupe cédées dans le cadre d'un contrat d'affacturage.

Créances clients et comptes rattachés

Les créances commerciales sont enregistrées pour leur montant nominal. Des dépréciations sont comptabilisées lorsqu'il existe des éléments objectifs indiquant que le Groupe ne sera pas en mesure de recouvrer ces créances. Les créances irrécouvrables sont constatées en perte lorsqu'elles sont identifiées comme telles.

Autres actifs courants

Les autres actifs courants correspondent aux autres actifs devant être réalisés, consommés ou cédés dans le cadre du cycle normal d'exploitation ou dans les douze mois suivant la clôture de l'exercice.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

Le solde présenté au bilan comprend les liquidités en comptes courants bancaires.

Actions propres

Tous les titres d'autocontrôle détenus par le Groupe sont enregistrés à leur coût d'acquisition en diminution des capitaux propres. Le produit de la cession éventuelle des actions d'autocontrôle est imputé directement en augmentation des capitaux propres, de sorte que les éventuelles plus ou moins-values de cession n'affectent pas le résultat net de l'exercice.

Paiement sur la base d'actions

L'Assemblée Générale du 22 janvier 2008 a autorisé le Conseil d'administration à consentir un plan concernant des options de souscription d'actions au profit des dirigeants et de certains salariés du Groupe. Ces options donnent droit à la souscription d'actions de la société UTIGroup. dans la limite de 3% du capital.

La juste valeur des services reçus en contrepartie de l'attribution de ces options a été évaluée, de manière définitive, par référence à la juste valeur desdites options à la date de leur attribution. Pour procéder à cette évaluation, le Groupe a utilisé un modèle mathématique de type Black & Scholes.

Pendant la période d'acquisition des droits, la juste valeur totale ainsi déterminée est reconnue de manière linéaire sur toute la période d'acquisition des droits. Ce coût est constaté en charge de personnel en contrepartie d'une augmentation des réserves consolidées.

Avantages postérieurs à l'emploi

Conformément à la norme IAS 19 « *Avantages du personnel* », une provision couvrant l'intégralité des engagements de retraites et prestations assimilées est comptabilisée au passif du bilan. Il n'existe pas d'autres avantages postérieurs à l'emploi que ceux concernant les engagements de retraite.

Les engagements de retraites et assimilés sont évalués suivant la méthode des unités de crédits projetées avec salaires de fin de carrière. Cette méthode considère que chaque période de service donne lieu à une unité supplémentaire de droits à prestations et évalue chacune de ces unités séparément pour obtenir l'obligation finale.

Cette obligation finale est ensuite actualisée. Ces calculs intègrent les hypothèses suivantes :

- une date de retraite fixée à soixante cinq ans (départ volontaire),
- un taux d'actualisation financière,
- un taux d'inflation,
- un taux de rotation du personnel,
- un taux de charges sociales,
- un taux annuel de progression des salaires.

Ces évaluations sont effectuées à chaque date de clôture des comptes annuels.

Les gains et pertes actuariels sont générés par des changements d'hypothèses ou des écarts d'expérience (écart entre le projeté et le réel) sur les engagements. Ces écarts sont reconnus en résultat.

Provisions

Les provisions sont comptabilisées lorsque le Groupe a une obligation actuelle (juridique ou implicite) résultant d'un évènement passé, qu'il est probable qu'une sortie de ressources représentative d'avantages économiques sera nécessaire pour mettre fin à l'obligation et que le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable. Si l'effet de la valeur temps de l'argent est significatif, les provisions sont actualisées, ce qui n'est pas le cas au 30 juin 2011.

Autres passifs courants

Les autres passifs courants correspondent aux autres passifs devant être réglés ou négociés dans le cadre du cycle normal d'exploitation ou dans les douze mois suivant la clôture de l'exercice.

Instruments de capitaux propres

Un instrument de capitaux propres est un instrument qui donne droit à un intérêt résiduel dans les actifs nets de l'entreprise, après déduction de toutes ses dettes.

Conformément à la norme IAS 32, « *Instruments financiers : présentation* », pour les instruments financiers comportant plusieurs composants dont certains ont des caractéristiques de dettes et d'autres de capitaux propres, ces derniers sont comptabilisés séparément les uns des autres. Ainsi, un même instrument peut être présenté pour partie en tant qu'élément des capitaux propres et, pour partie, en tant que dette. L'emprunt en obligations convertibles en actions correspond à cette définition.

Impôts

La charge d'impôt incluse dans la détermination du résultat net de l'exercice est égale au montant total des impôts courants et des impôts différés.

Des impôts différés sont constatés, en utilisant la méthode du report variable, pour toutes les différences temporelles existant à la date de clôture entre les valeurs comptables des actifs et des passifs figurant au bilan consolidé et leurs valeurs fiscales, ainsi que sur les déficits fiscaux reportables. Les actifs et passifs d'impôt différé sont évalués aux taux d'impôt dont l'application est attendue sur l'exercice au cours duquel l'actif sera réalisé ou le passif réglé, sur la base des taux d'impôt et des réglementations fiscales qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture. La valeur comptable des actifs d'impôt différé est revue à chaque date de clôture. Les actifs d'impôts différés sont constatés lorsqu'il est probable qu'un bénéfice imposable suffisant sera disponible pour permettre d'utiliser l'avantage de tout ou partie de ces actifs d'impôt différé.

L'impôt exigible et différé est directement comptabilisé dans les capitaux propres si l'impôt concerne des éléments qui ont été comptabilisés directement dans les capitaux propres. Les actifs et passifs d'impôt différé sont compensés s'il existe un droit juridiquement exécutoire de compenser les actifs et passifs d'impôt exigible, et que ces impôts différés concernent la même entité imposable et la même autorité fiscale.

Au 30 juin 2011, conformément à IAS34, la charge d'impôt sur le résultat a été calculée à partir d'une estimation du taux effectif annuel moyen d'impôt sur le résultat.

Résultat par action

Le Groupe calcule un résultat net par action de base et dilué, soit respectivement sans prise en compte et avec prise en compte de l'effet dilutif des options de souscription d'actions, obligations convertibles et bons de souscription d'actions. Le résultat net par action de base est calculé en divisant le résultat net de la période par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de la période. Le résultat net par action dilué est calculé en divisant le résultat net de la période par la moyenne pondérée du nombre de titres en circulation. Les titres sont composés des actions et des titres potentiels. Les titres potentiels correspondent aux options de souscription d'actions, obligations convertibles et bons de souscription d'actions dont le prix d'exercice est inférieur à la moyenne du cours de bourse sur la période et sont pris en compte comme s'ils avaient été exercés.

BILAN - ACTIF

Note 3 – GOODWILL

Valeurs brutes	01/01/2011	Augmentations	Diminutions	30/06/2011
Goodwill UTI GROUP -TMA	15 051			15 051
Goodwill UTIgroup. Rhône-Alpes	1 860			1 860
Goodwill UTIgroup. Est	1 218			1 218
Goodwill - EAC CORPORATION	290			290
Goodwill - HBCC PARTNERS	200			200
	18 619	0	0	18 619

Dépréciations	01/01/2011	Augmentations	Diminutions	30/06/2011
Goodwill UTI GROUP -TMA	-2 206			-2 206
Goodwill UTIgroup. Rhône-Alpes	-115			-115
Goodwill UTIgroup. Est	-577			-577
	-2 898	0	0	-2 898

Valeur nette	15 721	0	0	15 721
---------------------	---------------	----------	----------	---------------

Valeurs brutes	01/01/2010	Augmentations	Diminutions	31/12/2010
Goodwill UTI GROUP -TMA	15 051			15 051
Goodwill UTIgroup. Rhône-Alpes	1 860			1 860
Goodwill UTIgroup. Est	1 218			1 218
Goodwill - EAC CORPORATION	290			290
Goodwill - HBCC PARTNERS		200		200
	18 419	200	0	18 619

Dépréciations	01/01/2010	Augmentations	Diminutions	31/12/2010
Goodwill UTI GROUP -TMA	-2 206			-2 206
Goodwill UTIgroup. Rhône-Alpes	-115			-115
Goodwill UTIgroup. Est	-577			-577
	-2 898	0	0	-2 898

Valeur nette	15 521	200	0	15 721
---------------------	---------------	------------	----------	---------------

La détermination de la juste valeur repose sur l'actualisation des cash flow générés par l'activité pour les cinq prochains exercices et sur la détermination de la valeur terminale actualisée avec croissance à l'infini.

La prise en compte de la situation économique n'a pas conduit à remettre en cause les valorisations retenues.

Note 4 – IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles nettes sont constituées des éléments suivants:

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	01/01/2011	Augmentations	Diminutions	30/06/2011
Valeur brute				
Autres immobilisations incorporelles	520	11		531
Amortissements				
Autres immobilisations incorporelles	-519	-4		-523
Valeur nette	1	7	0	8

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	01/01/2010	Augmentations	Diminutions	31/12/2010
Valeur brute				
Autres immobilisations incorporelles	517	4		520
Amortissements				
Autres immobilisations incorporelles	-512	-8		-519
Valeur nette	5	-4	0	1

Il n'existe pas d'engagements contractuels en vue de l'acquisition d'immobilisations incorporelles.

Note 5 - IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont constituées des éléments suivants :

IMMOBILISATIONS CORPORELLES	01/01/2011	Augmentations	Diminutions	30/06/2011
Valeur brute				
Matériel et outillage	0			0
Autres immobilisations corporelles	935	9		944
	935	9	0	944
Amortissements				
Matériel et outillage	0			0
Autres immobilisations corporelles	-846	-17		-863
	-846	-17	0	-863
Valeur nette	89	-8	0	81

IMMOBILISATIONS CORPORELLES	01/01/2010	Augmentations	Diminutions	31/12/2010
Valeur brute				
Matériel et outillage	0			0
Autres immobilisations corporelles	889	151	106	935
	889	151	106	935
Amortissements				
Matériel et outillage	0			0
Autres immobilisations corporelles	-813	-33		-846
	-813	-33	0	-846
Valeur nette	76	118	106	89

Note 6 – ACTIFS FINANCIERS NON COURANTS

IMMOBILISATIONS FINANCIERES	01/01/2011	Augmentations	Diminutions	30/06/2011
Valeur brute				
Participations non consolidées	0			0
Prêts au personnel et autres	308	20	5	323
Dépôts et cautionnements	129			129
	437	20	5	452
Provisions				
Participations non consolidées	0			0
Valeur nette	437	20	5	452

IMMOBILISATIONS FINANCIERES	01/01/2010	Augmentations	Diminutions	31/12/2010
Valeur brute				
Participations non consolidées	17		17	0
Prêts au personnel et autres	275	37	5	308
Dépôts et cautionnements	128	16	15	129
	420	53	37	437
Provisions				
Participations non consolidées	0			0
Valeur nette	420	53	37	437

Les prêts accordés aux organismes collecteurs de la participation à l'effort construction ont été actualisés compte tenu de leur durée (20 ans). Les hypothèses retenues pour le calcul de la valeur actualisée des prêts au 30 juin 2011 sont les suivantes :

- la durée restant à courir est calculée à compter de la date d'octroi du prêt ;
- le taux d'actualisation retenu est 4%.

La valeur actualisée des prêts s'élève ainsi à 310 K€ au 30 juin 2011.

La variation de l'exercice est comptabilisée dans l'Etat du Résultat Global par le biais du poste « *Autres produits et charges financiers* ».

Note 7 – CREANCES CLIENTS ET AUTRES ACTIFS COURANTS

Les créances clients et les autres actifs courants sont constitués des éléments suivants :

Créances clients

	30/06/2011	31/12/2010
Créances clients	1 028	1 605
Provisions pour créances douteuses	-68	-68
Comptes de régularisation rattachés		
Total	960	1 537

Autres créances

	30/06/2011	31/12/2010
Personnel et comptes rattachés	55	57
Créances sur organismes sociaux	-	-
Créances sur l'Etat - impôts et taxes	7	7
Créances sur l'Etat - TVA	264	239
Autres créances d'exploitation	468	374
Comptes de régularisation	371	309
Total	1 165	986

Les autres créances d'exploitation correspondent principalement au dépôt de garantie auprès de la société d'affacturage.

Echéancier des créances

	30/06/2011	2011	2012	Années ultérieures
Créances clients	960	960		
Autres créances	1 165	1 165		
TOTAL	2 125	2 125		-

	31/12/2010	2011	2012	Années ultérieures
Créances clients	1 537	1 537		
Autres créances	986	986		
TOTAL	2 523	2 523		-

La valeur nette comptable des créances figurant au bilan reflète la valeur de marché.
Le montant des en-cours garantis auprès du factor est de 5 490K€ au 30 juin 2011 contre 5 443 K€ au 31 décembre 2010.

Note 8 – TRESORERIE, EQUIVALENTS DE TRESORERIE

Trésorerie et équivalents de trésorerie

Le solde présenté au bilan comprend les liquidités en comptes courants bancaires.

Tableau des Flux de Trésorerie consolidé :

La définition de la Trésorerie retenue pour ce tableau correspond au montant figurant en Trésorerie et équivalent de Trésorerie diminué des découverts bancaires et créances d'affacturage non garanties :

	30/06/2011	31/12/2010
Disponibilités	1 164	1 235
Découverts bancaires	-151	-285
Créances d'affacturage non garanties	-9	-47
TOTAL trésorerie nette	1 004	904
VARIATION DE TRESORERIE		100

BILAN - PASSIF

Note 9 – CAPITAL ET PRIMES LIEES AU CAPITAL

Capital

Le capital au 30 juin 2011 est de 1 731 747 €, divisé en 8 658 736 actions d'une valeur nominale de 0,20 € chacune. Il est entièrement libéré. Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire. Conformément à l'article 18 des statuts, toutes les actions inscrites depuis deux ans au moins au nom d'un même actionnaire bénéficient d'un droit de vote double.

	01/01/2011	Variation		30/06/2011
		Augmentation	Réduction	
Actions	8 658 736			8 658 736
Nombre de titres	8 658 736	0	0	8 658 736
Nominal	0,20			0,20
Capital en euro	1 731 747	0	0	1 731 747

Détail des réserves

Les différents éléments constituant les réserves consolidées de l'exercice sont les suivants :

DETAIL DES RESERVES	30/06/2011	31/12/2010
Autres réserves	-234	1 171
Report à nouveau	5 287	2 043
TOTAL	5 053	3 214

Actions propres

Dans le cadre des autorisations données par les Assemblées Générales Ordinaires, des actions de la société UTIGroup. S.A. ont été rachetées par le Groupe. Ces titres d'autocontrôle sont, d'une part, des actions acquises dans le cadre d'un programme de rachat à objectifs multiples et, d'autre part, des actions acquises par la voie d'un contrat de liquidité permettant une régularisation du cours de bourse.

La part du capital social détenue a évolué de la façon suivante :

TITRES DE PARTICIPATIONS (en nombre d'actions)	30/06/2011	31/12/2010
Détentions à l'ouverture	423 898	292 152
Achats d'actions	19 785	131 746
Ventes d'actions	-	-
Détention à la clôture	443 683	423 898
CONTRAT DE LIQUIDITE (en nombre d'actions)	30/06/2011	31/12/2010
Détentions à l'ouverture	19 295	34 275
Achats d'actions Contrat de liquidité 23/11/2003 (ARKEON FINANCE)	28 323	678 356
Ventes d'actions	40 585	693 336
Détention à la clôture	7 033	19 295
Détention totale à la clôture	450 716	443 193
Pourcentage détenu en autocontrôle	5,2%	5,1%

Le coût d'acquisition des titres achetés, comme le produit de la cession des titres vendus, ont été imputés respectivement en diminution et en augmentation de la situation nette.

Dividendes

Des dividendes peuvent être distribués par prélèvement sur les réserves en conformité avec les dispositions de la Loi et les Statuts de la Société. UTIGroup. S.A. n'a pas distribué de dividende au titre des 3 derniers exercices. Le report à nouveau et les primes (fusion, émission, apport) dans les comptes sociaux s'élèvent à 7 919 K€ au 30 juin 2011.

Plans d'options de souscription et d'achat d'actions

L'Assemblée Générale du 22 janvier 2008 dans sa 1ère résolution et en application des dispositions des articles L 225-177 et suivants du Code de commerce, a autorisé le Conseil d'administration à consentir au bénéfice des salariés et des dirigeants de la société – ou à certains d'entre eux – de la Société et des sociétés qui lui sont liées, dans les conditions définies par l'article L.225-180 dudit Code, des options donnant droit à la souscription d'actions nouvelles de la Société à émettre à titre d'augmentation de capital.

L'autorisation a été donnée au Conseil d'administration pendant une durée de 38 mois à compter de la date d'assemblée générale.

Le nombre d'actions à émettre au titre d'augmentation(s) de capital résultant de la levée de telles options ne peut être supérieur à 3% du capital social.

Le prix de souscription des actions a été fixé par l'assemblée à 80% de la moyenne des cours de clôture constatés aux vingt séances de Bourse précédant le jour où les options sont consenties.

Le délai d'exercice des options ne devra pas excéder 5 ans à compter de leur date d'attribution.

Le nombre d'actions auxquelles pourront souscrire les personnes remplissant les conditions est fixé par le Conseil d'administration. Aucun détenteur de plus de 10% du capital de la Société ne peut bénéficier d'options de souscription.

Par décision du Conseil d'administration en date du 29 février 2008, il a été décidé l'attribution d'options de souscription à des dirigeants et salariés du Groupe. Les options de souscription créées sont exclusivement réservées aux salariés et mandataires sociaux de la Société ou du Groupe qui remplissent les conditions suivantes :

- être cadre ou mandataire social de la Société ou de ses filiales détenues à plus de 85%,
- être présent dans l'entreprise ou dans l'une de ses filiales détenues à plus de 85% depuis plus de 30 mois.

INFORMATION SUR LES OPTIONS DE SOUSCRIPTION D'ACTION								
Plan autorisé par l'assemblée générale du 22/01/2008								
Date du Conseil	Quantité attribuée	Prix de souscription	Qualité des souscripteurs	Point départ d'exercice des options	Options exercées	Options annulées	Options restantes	Date limite de levées
Plan n° 5 du 29/02/2008	150 000	1,04 euros	3 Salariés	29/02/2008	0		150 000	28-févr-13
TOTAL	150 000				0	0	150 000	

La juste valeur des services reçus en contrepartie de l'attribution de ces options a été évaluée, de manière définitive, par référence à la juste valeur desdites options à la date de leur attribution. Pour procéder à cette évaluation, le Groupe a utilisé un modèle mathématique de type Black & Scholes. Pendant la période d'acquisition des droits, la juste valeur totale ainsi déterminée est reconnue de manière linéaire sur toute la période d'acquisition des droits. Ce coût est constaté en charge de personnel en contrepartie d'une augmentation des réserves consolidées.

Détail des actions et droits de vote

Conformément à l'article 18 des statuts, toutes les actions inscrites depuis deux ans au moins au nom d'un même actionnaire bénéficient d'un droit de vote double.

	30/06/2011	31/12/2010
Nombre total d'actions	8 658 736	8 658 736
Nombre total de droits de vote (1)	9 758 449	9 768 182

(1) Droits de vote à l'assemblée générale du 24/05/2011

Note 10 – PROVISIONS

	01/01/2011	Augmentations	Diminutions	30/06/2011
Provision pour litiges prud'homaux	204	-	32	172
Provision pour litiges commerciaux	103	20		123
Provision pour risques et charges divers	-			-
Total provisions pour risques et charges	307	20	32	295
Provision pour engagements sociaux	272			272
Total provisions au passif	579	20	32	567

	01/01/2010	Augmentations	Diminutions	31/12/2010
Provision pour litiges prud'homaux	171	105	72	204
Provision pour litiges commerciaux	2 093	103	2 093	103
Provision pour risques et charges divers	-		-	-
Total provisions pour risques et charges	2 264	208	2 165	307
Provision pour engagements sociaux	224	48		272
Total provisions au passif	2 488	256	2 165	579

En mars 2010, la cour d'appel de Versailles a rendu un arrêt favorable à la société UTI GROUP dans le litige qui l'opposait à un client au titre de prestations réalisées au forfait.

Cet arrêt avait eu pour effet sur le résultat opérationnel de 2010 :

- Une reprise de provision non courante de 1.867 K€ et une reprise de provision pour risques courante de 226K€

- Une facturation complémentaire nette de provision d'un montant de 174K€.

A la date d'arrêt, le groupe et ses conseils n'ont pas identifié de risque particulier lié à la déclaration de pourvoi en cassation.

Un litige opposait la société UTI GROUP avec les anciens dirigeants et animateurs de sa filiale UTIGroup. Est. La société avait intenté une action devant une juridiction pénale à l'encontre de ces personnes qui bloquait le civil en l'état. La juridiction pénale a rendu un jugement en 2007 et condamné l'ancien dirigeant à une amende et au versement de dommages et intérêts. Le Tribunal de Grande Instance de Nancy a rendu son jugement le 11/01/2010 condamnant UTI GROUP à verser le solde du prix de cession des titres d'UTI GROUP EST pour 216 K€ et condamne l'ancien dirigeant d'UTI GROUP EST à verser 41K€ à UTI GROUP EST. L'ancien dirigeant a fait appel cette décision.

Les reprises de provisions non utilisées concernent les litiges suivants :

	30/06/2011	31/12/2010
Provision pour litiges prud'homaux	20	49
Provision pour litiges commerciaux		2 093
Provision pour risques et charges divers	-	-
Total des reprises non utilisées	20	2 142

Note 11 – DETTES FINANCIERES

Détail des emprunts et dettes financières courants et non courants

DETTES FINANCIERES	30/06/2011	31/12/2010
Emprunt obligataire convertible	298	292
Part des emprunts à plus d'un an	533	809
Part des dettes financières à plus d'un an	-	-
Total des dettes financières à long terme	831	1 101
Part des emprunts à moins d'un an	546	533
Part des dettes financières à moins d'un an	578	560
Total des dettes financières à court terme	1 124	1 093

DETTES FINANCIERES	31/12/2010	31/12/2009
Emprunt obligataire convertible	292	281
Part des emprunts à plus d'un an	809	1 342
Part des dettes financières à plus d'un an	-	-
Total des dettes financières à long terme	1 101	1 623
Part des emprunts à moins d'un an	533	508
Part des dettes financières à moins d'un an	560	631
Total des dettes financières à court terme	1 093	1 139

Echéancier des dettes financières

Dettes financières à long terme	30/06/2011	2012	2013	----	2020
Emprunt obligataire convertible	297				297
Emprunts auprès des établissements de crédit	533	283	250		-
	830	283	250		297
Dettes financières à long terme	31/12/2010	2012	2013	----	2020
Emprunt obligataire convertible	293				293
Emprunts auprès des établissements de crédit	809	559	250		-
	1 102	559	250		293

La valeur comptable des emprunts au 30/06/2011 reflète leur juste valeur.

Caractéristiques de l'emprunt obligataire

Le 12 juillet 2000, le Groupe a émis 875 350 obligations convertibles en actions ordinaires pour un montant nominal de 18 645 K€, portant intérêt au taux annuel de 3% et assorties d'une prime de remboursement à l'échéance de 3,14 €. Les frais d'émission se sont élevés à 1 162 K€.

Ce contrat a été modifié par l'Assemblée Générale des porteurs de ces obligations du 28 avril 2003 et entériné par l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires du 16 mai 2003. Les nouvelles caractéristiques du contrat dénommé « *UTIGROUP. 0.1% 2020* » sont les suivantes :

- la durée de l'emprunt est de 19 ans et 160 jours, soit une échéance le 1^{er} janvier 2020, pour un amortissement en totalité à l'échéance,
- le taux nominal des intérêts annuels est fixé à 0.10%,
- versement d'une soulte en numéraire de 2,5 € aux obligataires pour chaque conversion d'une obligation.

Le ratio de conversion a été fixé comme suit :

- en cas de conversion jusqu'au 31 mars 2008 inclus : pour une obligation convertie, attribution d'une action nouvelle d'UTIGROUP. et quatre bons de souscription d'action devant être exercés avant le 1er avril 2008,
- en cas de conversion entre le 1er avril 2008 et la date d'échéance de l'emprunt : pour une obligation convertie, attribution d'une action nouvelle d'UTIGROUP.

Il ne reste plus de bon de souscription d'action en circulation au 30 juin 2011.

Au 30 juin 2011, il restait en circulation 19 414 obligations. La composante capitaux propres correspondante a été évaluée à 2 K€. La composante dette de l'emprunt obligataire restant en passif financier a fait l'objet d'une actualisation compte tenu des modifications des caractéristiques de l'emprunt initial. Les hypothèses retenues pour le calcul de la valeur actualisée de la composante dette de l'emprunt obligataire au 30 juin 2011 sont les suivantes :

Durée	du 01/07/2011 au 01/01/2020	8,5
Taux d'actualisation		4,00%
Nombre d'OCA		19 414
Nominal		21,30 €

La valeur actualisée de l'emprunt obligataire s'élève ainsi à 298 K€ au 30 juin 2011 contre 292 K€ au 31 décembre 2010. La variation de l'exercice est comptabilisée dans l'Etat du Résultat Global par le biais du poste « *Autres produits et charges financiers* ».

Note 12 – AUTRES PASSIFS COURANTS ET DETTES FOURNISSEURS

Dettes fournisseurs

	30/06/2011	31/12/2010
Dettes fournisseurs	1 375	1 327
Total	1 375	1 327

Les dettes fournisseurs sont constituées de frais de sous-traitance et de frais généraux.

Autres passifs courants

AUTRES PASSIFS COURANTS	30/06/2011	31/12/2010
Dettes fiscales et sociales	-	-
Total des autres dettes à long terme	-	-
Dettes fiscales et sociales	4 914	5 551
Dettes sur acquisitions de titres	591	591
Comptes courants	1 806	1 774
Dettes diverses d'exploitation	636	417
Total des autres dettes à court terme	7 947	8 333

AUTRES PASSIFS COURANTS	31/12/2010	31/12/2009
Dettes fiscales et sociales	-	-
Total des autres dettes à long terme	-	-
Dettes fiscales et sociales	5 551	4 681
Dettes sur acquisitions de titres	591	808
Comptes courants	1 774	2 198
Dettes diverses d'exploitation	417	459
Total des autres dettes à court terme	8 333	8 146

Monsieur Christian AUMARD, Président Directeur Général, a mis à disposition de la société UTIGroup. des fonds apportés en compte courant dont la valeur est de 1 595 K€ au 30 juin 2011 contre 1 567 K€ au 31 décembre 2010. Par ailleurs, Monsieur Patrick QUENNET, Directeur Général Délégué de la Société a, pour sa part, mis à disposition de la société UTIGroup. un compte courant de 209 K€ au 30 juin 2011 contre 205 K€ au 31 décembre 2010.

Note 13 - INFORMATION SECTORIELLE

En application de la norme IFRS 8 « Secteurs opérationnels », le premier niveau d'information est organisé par secteur d'activité représenté par chacune des entités composant le Groupe.

Le Groupe UTIgroup. réalisant l'essentiel de son chiffre d'affaires en France, par des sociétés françaises, il n'est pas présenté d'information sectorielle de second niveau par secteur géographique.

Eléments du résultat sectoriel (inclus les retraitements d'élimination des transactions intra-Groupe)

	30/06/2011	UTIgroup	UTIgroup Est	UTIgroup Luxembourg	UTIgroup Rhône Alpes
Chiffre d'affaires net	14 431	11 760	1 083	-	1 588
Résultat opérationnel courant	406	25	188	-4	197
Résultat opérationnel	406	25	188	-4	197
Résultat global	118	-213	169	-4	166

	30/06/2010	HBCC Partners	UTIgroup	UTIgroup Est	UTIgroup Luxembourg	UTIgroup Rhône Alpes
Chiffre d'affaires net	13 785	109	11 710	838	-	1 127
Résultat opérationnel courant	992	11	820	182	-5	-16
Résultat opérationnel	2 858	11	2 685	182	-5	-16
Résultat global	1 827	11	1 560	119	-5	142

Actifs et passifs sectoriels

Les actifs sectoriels se définissent selon la norme IFRS 8 « Secteurs opérationnels », comme étant la somme des immobilisations corporelles et incorporelles (incluant le goodwill) et des actifs courants. Les actifs financiers et autres actifs non courants ne sont pas pris en compte dans le calcul des actifs sectoriels.

Les coûts encourus pour l'acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles présentent les montants immobilisés au cours de l'exercice, non les décaissements effectués au cours de l'exercice au titre de ces acquisitions.

ACTIFS	30/06/2011	UTIgroup	UTIgroup Est	UTIgroup Luxembourg	UTIgroup Rhône Alpes
Actifs non courants	18 097	17 936	37	-	123
Actifs courants	3 288	2 265	430	15	578
TOTAL	21 385	20 201	467	15	702

PASSIFS	30/06/2011	UTIgroup	UTIgroup Est	UTIgroup Luxembourg	UTIgroup Rhône Alpes
Passifs non courants	1 398	1 367	9	-	22
Passifs courants	10 446	9 175	519	13	740
TOTAL	11 843	10 542	527	13	761

ACTIFS	31/12/2010	HBCC Partners	UTIgroup	UTIgroup Est	UTIgroup Luxembourg	UTIgroup Rhône Alpes
Actifs non courants	18 151	-	17 976	46	-	130
Actifs courants	3 758	-	2 432	774	12	540
TOTAL	21 909	-	20 408	819	12	670

PASSIFS	31/12/2010	HBCC Partners	UTIgroup	UTIgroup Est	UTIgroup Luxembourg	UTIgroup Rhône Alpes
Passifs non courants	1 680	-	1 650	9	-	22
Passifs courants	10 754	-	9 653	423	15	663
TOTAL	12 434	-	11 303	431	15	685

ETAT DU RESULTAT GLOBAL

Note 14 – ETAT DU RESULTAT GLOBAL

Chiffre d'affaires

	30/06/2011			30/06/2010		
	France	Etranger	Total	France	Etranger	Total
UTIgroup	11 760		11 760	11 710	-	11 710
UTIgroup Est	1 083	-	1 083	838	-	838
UTIgroup Luxembourg	-		-	-		-
UTIgroup Rhône-Alpes	1 586	2	1 588	1 127	-	1 127
HBCC Partners	-		-	109		109
TOTAL	14 429	2	14 431	13 785	-	13 785

Frais de personnel

Les frais de personnel des entités du Groupe se ventilent comme suit :

	30/06/2011	30/06/2010
UTI Group S.A.	8 174	8 524
UTI Group Rhône-Alpes	1 158	948
UTI Group Est	695	525
UTI Group Luxembourg	-	-
HBCC PARTNERS	-	53
TOTAL	10 027	10 050

Dotations nettes aux amortissements et aux provisions

	30/06/2011	30/06/2010
Immobilisations incorporelles	-4	-5
Immobilisations corporelles	-17	-16
Dépréciation sur actif circulant	0	195
Provision pour risques et charges	12	194
	-9	368

Autres charges et produits d'exploitation

Les éléments constitutifs des produits et des charges d'exploitation sont :

	30/06/2011	30/06/2010
Autres produits d'exploitation	154	103
Produits de cession d'immobilisations	39	8
Autres charges d'exploitation		
Valeurs nettes des immobilisations cédées	-48	-2
Reprise ou dotations aux provision		0
Rachat d'Obligations Convertibles		0
Autres produits et charges d'exploitation	145	109

Autres charges et produits opérationnels

Les autres produits et charges opérationnels sont ceux dont la réalisation n'est pas liée à l'exploitation normale du Groupe.

Coût de l'endettement financier brut

	30/06/2011	30/06/2010
Intérêts sur emprunts	-28	-40
Autres charges financières	-73	-65
TOTAL	-101	-105

Autres charges et produits financiers

	30/06/2011	30/06/2010
Pertes de change	0	-1
Gain de change	1	0
Actualisation de l'emprunt obligataire	-5	-5
Actualisation des prêts et engagement de retraite	6	5
Intérêts sur litige commercial	34	164
Autres produits et charges financiers	36	163

Note 15 - AVANTAGES AU PERSONNEL

Régimes à prestations définies

La législation française prévoit le versement aux salariés en une seule fois d'une indemnité de départ en retraite déterminée en fonction du nombre d'années de service et de la rémunération du salarié au moment du départ. Les droits sont uniquement acquis par les salariés présents dans l'entreprise à l'âge de la retraite. La méthode retenue pour le calcul des engagements est la méthode des unités de crédits projetées conformément à la norme IAS 19 « Avantages du personnel ».

	01/01/2011	Augmentations	Diminutions	30/06/2011
UTI Group S.A.	241			241
UTI Group Rhône-Alpes	21			21
UTI Group Est	10			10
UTI Group Luxembourg				-
Total des engagements	272	-	-	272

	01/01/2010	Augmentations	Diminutions	31/12/2010
UTI Group S.A.	200	41		241
UTI Group Rhône-Alpes	16	5		21
UTI Group Est	7	3		10
UTI Group Luxembourg	-			-
Total des engagements	223	49	-	272

Les taux utilisés pour l'évaluation des engagements de retraite sont les suivants :

	31/12/2010	31/12/2009
Age de retraite considéré (départ volontaire)	65	65
Taux d'actualisation des dettes à long terme	3,70%	3,87%
Taux de rotation jusqu'à 49 ans	20,00%	20,00%
Taux de rotation de 50 ans à 54 ans	15,00%	15,00%
Taux de rotation de 55 ans et plus	10,00%	10,00%
Taux annuel de progression des salaires	2,00%	2,00%
Taux de charges sociales (départs volontaires)	48,00%	48,00%
Taux d'inflation	2,00%	2,00%
Table de mortalité Hommes	TH-00-02	TH-00-02
Table de mortalité Femmes	TF-00-02	TF-00-02

Les hypothèses de mortalité et de rotation du personnel tiennent compte des conditions économiques propres au pays.

Note 16 – IMPOTS

Evolution des postes de bilan

<i>Impôts différés actifs</i>	30/06/2011	31/12/2010
Ouverture	1 858	2 986
Différences temporaires		
- Naissances		127
- Reversements		-15
Constatation de l'impôt sur déficits		0
Consommation du déficit reportable	-24	-1 256
Engagements de retraite	0	16
Clôture	1 834	1 858

Charge d'impôt sur les résultats

	30/06/2011	31/12/2010
Impôts courants		
Impôts sur les bénéfices	0	0
CVAE	-199	-257
Impôts différés		
Impôts différés de la période	-24	-1 128
	-223	-1 385

Nota : les montants négatifs figurant au tableau ci-dessus correspondent à des charges d'impôts. Corrélativement, les montants positifs correspondent à des produits d'impôts.

Impôts courants

La charge d'impôts courants est égale aux montants d'impôts sur les bénéfices dus aux administrations fiscales au titre de l'exercice, en fonction des règles et des taux d'imposition en vigueur à la date de clôture.

A compter du 1^{er} janvier 2003, la société UTIGroup. S.A. s'est constituée seule redevable de l'impôt sur les sociétés, dû par le Groupe formé par elle-même et ses filiales françaises contrôlées au moins à 95%, au titre du régime d'intégration fiscale de droit commun prévu à l'article 223 A du Code Général des Impôts.

Impôts différés

La charge d'impôts différés est déterminée selon la méthode comptable précisée en note 2. Le taux de base de l'impôt sur les sociétés en France est de 33,33%.

Taux d'impôt moyen

La charge d'impôt (courant et différée) a été calculée pour les comptes semestriels en appliquant au résultat comptable de la période le taux d'impôt moyen annuel estimé pour l'année fiscale en cours.

Actifs d'impôts sur déficit

	Variations de l'exercice				
	Ouverture	Nouveaux déficits générés	Utilisation de déficits	Autres mouvements	Clôture
Impôts différés actifs sur déficit	1 858	0	-24		1 834
Non reconnus à l'origine	-	-	-	-	-
TOTAL	1 858	- -	24	-	1 834

Un contrôle fiscal portant sur les exercices 2008 et 2009 est en cours pour UTI GROUP SA.

Note 17 – RESULTAT NET PAR ACTION

Le résultat net par action est calculé sur la base du nombre moyen pondéré d'actions en circulation dans le courant de l'exercice. Le nombre moyen d'actions en circulation est calculé sur la base des différentes évolutions du capital social corrigées des détentions par le Groupe de ses propres actions.

	30/06/2011	31/12/2010
Nombre moyen d'actions de 0,20 euro en circulation	8 658 736	8 658 736
Actions détenues en propre par le Groupe	450 716	443 193
Nombre moyen d'actions avant titres dilutifs	8 208 020	8 215 543
Résultat net	118	1 832
Résultat net par action	0,01	0,22

Le montant à prendre en compte pour déterminer ce résultat par action de base est le résultat net de l'exercice.

Résultat par action dilué

Le résultat net par action dilué est calculé sur la base du nombre moyen pondéré d'actions en circulation dans le courant de l'exercice augmenté des titres donnant accès au capital. Les options de souscription dont le prix d'exercice est supérieur à la moyenne annuelle du cours de bourse ne sont pas retenues dans le calcul du résultat dilué par action.

Un instrument financier convertible n'est dilutif que si, et seulement si, sa conversion réduit le résultat par action des activités ordinaires continuées.

L'effet dilutif est le suivant sur le nombre d'actions :

	30/06/2011	31/12/2010
Nombre moyen d'actions avant titres dilutifs	8 208 020	8 215 543
Effet dilutif des obligations convertibles	19 414	19 414
Nombre moyen d'actions après titres dilutifs	8 227 434	8 234 957
Résultat net	118	1 832
Résultat net par action dilué	0,01	0,22

Note 18 - ENGAGEMENTS HORS BILAN

Engagements hors bilan

Pour les opérations courantes, le Groupe est engagé au 30 juin 2011 pour les montants suivants :

	30/06/2011		31/12/2010	
	Engagements donnés	Engagements reçus	Engagements donnés	Engagements reçus
UTIgroup.				
Effets escomptés non échus	-	-	-	-
Baux immobiliers (1)	3 199	-	3 478	-
Baux mobiliers et crédit-baux	309	-	369	-
Nantissement du Fonds de commerce au profit d'une banque	412	-	518	-
Comptes bloqués	0	-	0	-
TOTAL DES ENGAGEMENTS	3 920	-	4 365	-
UTIgroup. Rhône-Alpes				
Effets escomptés non échus	-	-	-	-
Baux immobiliers	136	-	162	-
TOTAL DES ENGAGEMENTS	136	-	162	-
UTIgroup. Est				
Effets escomptés non échus	-	-	-	-
Avals et cautions	-	-	-	-
Baux mobiliers et crédit-baux	-	-	-	-
Baux immobiliers	34	-	38	-
Nantissement du fonds de commerce au profit du Trésor Public	-	-	-	-
TOTAL DES ENGAGEMENTS	34	-	38	-

(1) : Bail immobilier à compter du 14/02/2008 et engagement évalué sur 9 ans soit jusqu'au 14/02/2017. Possibilité de délivrer congé par acte extra judiciaire au terme de la deuxième période triennale soit le 14/02/2014, avec le respect d'un préavis de 6 mois.

Contrats de location

Les contrats de location sont tous des contrats de location simple et des locations avec option d'achat comprennent principalement du matériel de bureau et des véhicules mis à disposition du personnel.

Le montant total des paiements minimaux futurs à effectuer se décompose comme suit au 30 juin 2011.

Montant total restant à verser au 30/06/2011	310 K€
- Dont part à moins d'un an	136 K€
- Dont part à plus d'un an et à moins de 5 ans	174 K€
- Dont part à plus de 5 ans	0

Le montant des paiements passés en charges au 30 juin 2011 s'élève à 169 K€.

Droit individuel à la formation

Conformément aux dispositions de la loi N° 2004-391 du 4 mai 2004 relative à la formation professionnelle, les sociétés françaises du Groupe accordent à leurs salariés un droit individuel d'une durée de vingt heures minimum par année civile cumulable sur une durée maximale de six ans et au terme de ce délai, et à défaut de son utilisation, l'ensemble des droits restera plafonné à cent-vingt heures. Aucune charge n'a été comptabilisée dans l'exercice 2005, en application de l'avis n°2004-F du 13 octobre 2004 du Comité d'Urgence du CNC. Le nombre total d'heures acquises par les salariés du Groupe au 30 juin 2011 s'élève à 17 742 heures contre 19 336 heures au 31 décembre 2010.

Autres engagements

Dans le cadre des emprunts souscrits en 2008 la société s'est engagée à respecter, sur la base de ses comptes consolidés annuels les ratios suivants :

- Les fonds propres améliorés consolidés (capitaux propres, provision pour risques et charges et comptes courants associés) supérieur à 10 millions d'euros
- Rapport de la dette moyen et long terme (comptes courants associés inclus) sur les fonds propres inférieur à 1
- Rapport dettes financières nettes (comptes courants d'associés inclus) sur excédent brut d'exploitation inférieur à 3.

A la connaissance du Groupe, il n'y a pas d'autre engagement hors bilan significatif au 30 juin 2011.

Note 19 – EFFECTIF MOYEN

	30/06/2011	30/06/2010
Charges de personnel (*)	6 783	6 844
Charges sociales afférentes	3 244	3 206
	10 027	10 050
Effectif moyen	317	306

(*) : composé de salaires fixes et variables, y compris participation des salariés.

INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

Note 20 – EXPOSITION AUX RISQUES FINANCIERS

Risque de taux d'intérêt

Le Groupe ne détient pas d'actifs significatifs portant intérêt; aussi, son résultat et sa trésorerie opérationnelle sont largement indépendants des fluctuations des taux d'intérêt. Le risque de taux d'intérêt auquel le Groupe est exposé provient des emprunts à long terme et moyen terme. La dette du Groupe est essentiellement à taux fixe.

Risque de liquidité sur la dette financière et covenants

Le risque de liquidité est géré par la mise en place de sources de financement diversifiées. Par ailleurs, certains financements du Groupe contiennent des clauses de remboursement anticipé notamment en cas de non respect de covenants. (cf. note 18)

Risque du marché actions

Le Groupe ne détient pas de titres de sociétés cotées autres que les actions d'autocontrôle (au 30 juin 2011 : 450 716 actions) qui sont déduites des capitaux propres. Il n'est donc pas exposé au risque de fluctuation des prix des marchés actions.

Exposition au risque de change

UTIGROUP n'est que peu exposé au risque de change, le Groupe n'exerce qu'une faible activité hors de la zone Euro qui correspond à moins de 1 K€ en suisse en devise CHF en 2011.

Le groupe ne détient pas de passif ou d'actif en devise.

De ce fait, le Groupe ne se couvre pas contre risque de change.

Note 21 – INFORMATION SUR LES PARTIES LIEES

Rémunération et avantages des organes de direction et d'administration du Groupe

	30/06/2011	30/06/2010
Des organes d'administration	0	307
TOTAL	0	307

A compter du 1^{er} janvier 2011, les dirigeants sont rémunérés par la société mère de UTI GROUP : LAW INFORMATIQUE.

Pour 2010 :

Ces montants incluent les avantages en nature. Il n'existe pas d'autres avantages ou modalités de rémunérations.

Les dirigeants et les administrateurs n'ont perçu aucune avance et/ou crédit.

Les administrateurs du Groupe ne bénéficient pas d'option de souscription et d'achat d'actions.

Transactions avec les parties liées

Les transactions entre la société mère et ses filiales ainsi que celles entre les filiales sont éliminées lors de la consolidation. Les transactions et soldes entre les entités du Groupe et les sociétés associées sont susceptibles de concerner les sociétés suivantes :

- Société LAW INFORMATIQUE,

Le poste « Autres achats et charges externes » comprend charge de 450 K€ au titre d'une convention de refacturation de frais de personnel avec la société LAW INFORMATIQUE.

Note 22 – EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLÔTURE

Le groupe n'a pas connu depuis le 1^{er} juillet 2011 d'évènements significatifs susceptibles d'avoir une incidence sur son patrimoine et sa situation financière.